



Le Lost Property Office s'étend sur trois étages en sous-sol, en plein cœur du centre de Londres

OUBLI D'OBJETS



En marge de la ville, Londres a son purgatoire

Par Agnès Villette. Photos, Soraya Hocine

Un, puis deux, puis cent, puis mille... Dans un univers éclairé au néon, le regard glisse sur les crosses de parapluies sagement alignées et leurs toiles aux couleurs bariolées. L'arithmétique s'emballe dans les entrepôts des objets trouvés des transports londoniens. Une démultiplication exponentielle infinie, qui voit défiler depuis soixante-quinze ans les objets les plus incongrus abandonnés sur les banquettes des bus, des métros et des *black cabs*. Si la présence des parapluies tombe sous le sens, il est en revanche plus inattendu de découvrir des dentiers, une urne funéraire, ou un masque à gaz de l'époque du Blitz aux côtés de boîtes de préservatifs *extra strong*. Comme une lecture palimpseste de la capitale britannique, les 170 000 objets trouvés annuellement offrent une incursion sociologique dans la ville. Lecture à différents niveaux qui reflète l'hégémonie de nos pratiques quotidiennes, les modes et les tendances comme les préoccupations des habitants de la mégalopole.

Si tous les transports urbains d'Europe possèdent bien — en théorie — un bureau des objets trouvés, il n'y a qu'à Londres qu'une telle administration s'est érigée en institution, aussi respectée qu'efficace. Les chiffres ne transigent pas : un objet sur trois retourne à son propriétaire. Le Lost Property Office s'étend sur trois immenses étages en sous-sol, en plein cœur du centre, employant quarante personnes qui traitent jusqu'à sept cents objets par jour. La logistique semble s'inspirer du célèbre limier de Baker Street, à deux pas de là, le logiciel utilisé se nommant d'ailleurs Sherlock. Pour obtenir des résultats aussi impressionnants, l'organisation est systématique, minutieuse, frisant parfois l'absurde. Toutes

les tâches détaillent les étapes dans un processus huilé ; une équipe opère un passage quotidien dans toutes les stations de la ville et les garages des bus pour récupérer les objets abandonnés. Les *cabbies*, eux, apportent directement ceux-ci au dépôt. Leur motivation, à l'inverse des autres, est stimulée par l'octroi d'une somme remise à chaque passage et la restitution de l'objet s'il n'a pas été réclamé. Tout est consigné dans des registres devenus, avec le siècle, électroniques. Ils assurent l'historique de l'entrée et sortie de chaque objet. À cette logistique répond une architecture tout aussi pyramidale. On quitte le rez-de-chaussée, où des standardistes répondent aux centaines d'appels quotidiens, pistant les objets convoités sur des écrans de tableaux chiffrés, pour descendre dans la profondeur confinée et nauséabonde des entrepôts. Malgré la réfection et la modernisation de ces dernières années, qui a fait table rase des vieux bureaux et rayonnages hérités des années 1930, le lieu semble pris dans une course inutile contre le temps, happé par la désuétude. On se croirait dans un film rétro-futuriste des *seventies*. Un endroit qui entre en résonance avec les grandes années de l'Empire, lorsque l'efficacité et le perfectionnisme de l'administration d'État britannique garantissaient une domination s'étalant à l'échelle planétaire.

Au premier entresol, les objets sont triés et surtout étiquetés. Une couleur différente, bleu pour les bus, rose pour le métro et beige pour les *cabs*, distingue les provenances. Ces étiquettes aux couleurs passées consignent les informations relatives au lieu, à l'heure et à tout autre détail. La taxinomie fait le reste, les objets rejoignant différentes sections des rayonnages, dans l'attente de connaître ►

Tous les objets suivent immanquablement le même parcours vertical, glissant d'un étage à l'autre

leur sort. Deux possibilités, alors : soit le propriétaire les récupère et s'acquitte d'une modique somme, permettant ainsi de couvrir une partie du vaste coût du Lost Property, soit l'objet orphelin est acheminé vers une salle d'emballage avant de rejoindre les multiples *charities* de la Croix Rouge britannique. Trois mois jour pour jour se seront écoulés entre l'attribution d'une étiquette et l'effacement de l'objet du logiciel de classement. Une période médiane, égrenant la période qui sépare la perte de l'impitoyable oubli, sans doute provoquée par l'infinie capacité de remplacement offerte par notre société mercantile. Tous les objets suivent immanquablement le même parcours vertical, glissant d'un étage à l'autre dans de vastes toboggans bleus, avant de quitter les lieux dans des sacs plastiques anonymes. Lorsqu'ils sont réclamés, ils sont à l'inverse acheminés plus noblement vers la surface, dans l'un des nombreux passe-objets, jusqu'aux guichets.

Pendant ce laps de trois mois, les employés du TFL feront tout pour traquer le propriétaire — un zèle un peu forcé, lorsque l'on sait que la plupart des objets non récupérés le doivent à la paresse des personnes non désireuses de se déplacer. Dès qu'un détail autorise l'identification, un courrier est envoyé pour informer les intéressés. Une bonne dose de ténacité a ainsi permis d'associer un professeur d'anatomie à un sac comportant un squelette désarticulé, un vieil homme — qui ne quittait jamais ses économies — à sa mallette chargée de 10 000 £ et un ancien combattant à ses médailles militaires. La liste est longue et incongrue, une sorte de poésie du quotidien qui pourrait devenir autant de fictions possibles pour un romancier en quête de sujet.

Les nombreux portefeuilles, ordinateurs, caméscopes, bijoux et objets de valeurs attestent de la probité de toute une nation. Si les voyageurs signalent aisément les sacs oubliés sur les quais par peur des attentats depuis les grandes années de l'IRA, on est éberlué de constater l'incroyable honnêteté d'un système qui garantit à tout objet le droit de se retrouver étiqueté dans les rayonnages du Lost Property. La logique qui prévaut à la minutieuse attention portée aux objets dépareillés ou sans valeur est encore plus invraisemblable. Des dizaines de colifichets *made in China*, des gants orphelins, des badges, des livres écornés, des pulls décolorés, des cartables d'écoliers aux cahiers gribouillés rencontrent le même sort que les objets rares qui régulièrement entrent dans les annales du lieu et nourrissent les faits divers de la presse.

Les sous-sols sont gardés comme les coffres-forts d'une grande banque, il est impossible de déambuler à son gré au milieu des rayons et de fureter au hasard des objets sans être accompagné par la responsable du dépôt, qui ouvre et ferme les portes des différents accès sous le regard scrutateur des caméras de surveillance. L'arrivée des portables qui sont en passe de détrôner les livres dans le palmarès des objets trouvés a engendré des ajustements juridiques et une systématisation kafkaïenne ; avant d'être revendus, toutes les puces doivent être nettoyées par un logiciel ultraperfectionné. En Grande-Bretagne, la loi sur la protection des biens et des personnes est drastique. Paranoïa peut-être, mais manière bien anglaise d'apporter au monde une leçon de démocratie.



Bric-à-brac en sursis